



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

Délibération n° 22.01.19 - Actualisation du RIFSEEP

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 15 février 2022

Présents : Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Procurations : CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDDEL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 relatif à l'IFSEEP ;

Vu la circulaire RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative au RIFSEEP dans la FPE ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020, modifiant le décret n°91-875 du 6 septembre 1991, procédant à la création d'équivalences provisoires pour permettre d'étendre l'application du RIFSEEP aux derniers cadres d'emplois ;

Vu les arrêtés ministériels y afférents

Vu les délibérations n°17.07.168 du 18 décembre 2017, n 19.04.65 du 1er juillet 2019 et n°20.08.94 du 23 novembre 2020.

Considérant l'avis du Comité Technique en date du 4 février 2022

Madame le Maire rappelle que la commune a mis à jour le 23 novembre 2020, la délibération relative au RIFSEEP. Dans cette délibération, pour les agents relevant du cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux, catégorie A, deux groupes étaient prévus :

Groupe 1 : la fonction de Directeur

Groupe 2 : la fonction de Responsable de service

Afin de pouvoir faire bénéficier du RIFSEEP, un agent de la structure multi accueil le Greou, il est proposé de rajouter un troisième groupe à ce cadre d'emploi :
Groupe 3 : la fonction de chargé de missions, technicien

Madame Le Maire redonne le principe d'attribution du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire est composé de deux éléments :

- L'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Elle tient compte des critères professionnels ainsi que de l'expérience professionnelle.
- Le CIA (complément indemnitaire annuel) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Madame le Maire rappelle également que ce régime indemnitaire est exclusif de toutes autres primes et indemnités de même nature à l'exception de celles énumérées par arrêté ministériel (art. 5 décret n°2014-513 du 20 mai 2014).

La finalité de ce régime indemnitaire est de :

- Prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- Susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
- Donner une lisibilité et davantage de transparence ;
- Renforcer l'attractivité de la collectivité
- Fidéliser les agents ;
- Favoriser une équité de rémunération entre filières.

L'indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (IFSE) est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les fonctionnaires.

Ces fonctions sont classées au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants (art. 2 décret. n°2014-513 du 20 mai 2014) :

- fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le complément indemnitaire annuel (CIA) tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée au moment de l'évaluation (art. 4 décret. n°2014-513 du 20 mai 2014).

Le versement de ce complément est facultatif (circ. min. du 5 déc. 2014).

Les attributions individuelles, non reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre, peuvent être comprises entre 0 et 100 % du montant maximal.

I. Bénéficiaires

- * Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel,
 - * Les agents non titulaires de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel appartenant à l'ensemble des filières représentées dans la collectivité.
- Ces agents non titulaires, bénéficieront du RIFSEEP correspondant au groupe de fonctions afférent à leur emploi.

II. Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération.

Les plafonds annuels retenus sont ceux de l'Etat avec la répartition suivante : un taux de 70% pour l'IFSE et de 30% pour le CIA.

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet, ils seront proratisés en fonction du temps de travail.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

Catégorie A :

Attachés - Ingénieurs - Educateurs jeunes enfants territoriaux – Puéricultrices

Infirmiers en soins généraux - Assistants socio-éducatifs

Groupes	Fonction	Critères de modulation définis dans la collectivité	Montants plafonds annuels	
			IFSE	CIA
Attachés territoriaux				
Groupe 1	Direction Générale DGS	Encadrement, coordination, pilotage, conception	29 820 €	12 780 €
Groupe 2	Direction Générale DGA	Encadrement, conception, technicité, expertise	26 460 €	11 340 €
Groupe 3	Chef de service ou de structure	Encadrement, technicité, expertise, sujétions particulières	21 000 €	9 000 €
Groupe 4	Chargé de mission	Technicité, expertise, sujétions particulières, exposition	16 800 €	7 200 €
Groupes	Fonction	Critères de modulation définis dans la collectivité	Montants plafonds annuels	
			IFSE	CIA
Ingénieurs territoriaux				
Groupe 1	Directeur	Encadrement, coordination, pilotage, conception.	29 820 €	12 780 €
Groupe 2	Chef de service ou de structure	Encadrement, conception, technicité, expertise	26 460 €	11 340 €
Groupe 3	Chargé de mission, technicien	Technicité, expertise, sujétions particulières	21 000 €	9 000 €
Educateurs jeunes enfants				
Groupe 1	Directeur	Encadrement, coordination, pilotage, conception.	10 976 €	4 704 €
Groupe 2	Encadrant de proximité	Encadrement, conception, technicité, expertise	10 584 €	4 536 €
Groupe 3	Educateur Jeunes Enfants	technicité, expertise, sujétions particulières	10 192 €	4 368 €
Puéricultrices, infirmiers en soins généraux, assistants socio-éducatifs				
Groupe 1	Directeur	Encadrement, coordination, pilotage, conception.	16 044 €	6 876 €
Groupe 2	Responsable de service	Encadrement, conception, technicité, expertise	12 600 €	5 400 €
Groupe 3	Chargé de mission, technicien	Technicité, expertise, sujétions particulières	6 370 €	2 730 €

Catégorie B :

Rédacteurs – Techniciens - animateurs territoriaux - Educateurs des activités physiques et sportives - Infirmiers - Moniteurs éducateurs - Intervenants familiaux

Catégorie C :

Adjoints administratifs territoriaux - Adjoints d'animation territoriaux - Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles - Agents sociaux - Adjoints techniques territoriaux - Agents de maîtrise territoriaux - Adjoints territoriaux du patrimoine - les opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives - Auxiliaires de soins - Auxiliaires de puériculture

Groupes	Fonction	Critères de modulation définis dans la collectivité	Montants plafonds annuels	
			IFSE	CIA
Groupe 1	Chef d'équipe, responsable de service	Encadrement, technicité, expertise, sujétions particulières	8 820 €	3 780 €
Groupe 2	Agent d'exécution	Technicité, expertise, sujétions particulières, exposition	8 400€	3 600 €

III. Modulations individuelles :

✓ Part fonctionnelle (IFSE) :

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...)

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

✓ Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) :

Groupes	Fonction	Critères de modulation définis dans la collectivité	Montants plafonds annuels	
			IFSE	CIA
Rédacteurs, techniciens, animateurs territoriaux				
Groupe 1	Responsable de plusieurs services	Encadrement, coordination, pilotage, conception	13 902 €	5 958 €
Groupe 2	Chef de service, technicien	Encadrement, technicité, expertise, sujétions particulières	12 740 €	5 460 €
Groupe 3	Chargé de mission, technicien	Technicité, expertise, sujétions particulières, exposition	11 652 €	4 993 €
Infirmiers, moniteurs éducateurs et intervenants familiaux				
Groupe 1	Chef de service	Encadrement, technicité, expertise, sujétions particulières	7 161 €	3 069 €
Groupe 2	Chargé de mission technicien	Technicité, expertise, sujétions particulières, exposition	6 370 €	2 730 €

Le versement du CIA sera effectué en une fois au dernier trimestre de l'année.

Chaque agent se verra attribuer individuellement un coefficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%.

Ce pourcentage est apprécié notamment à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères fixés dans le formulaire de la fiche d'entretien professionnel applicable dans la collectivité.

Le pourcentage attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

Le pourcentage du montant plafond déterminant le montant individuel est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Le CIA n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre

IV. La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :

✓ Le cumul avec d'autres régimes indemnitaires :

Selon l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : « l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ».

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- La prime de rendement,
- L'indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)
- L'indemnité de fonctions et de résultats (PFR),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT)
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avance et de recettes

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
- Les dispositifs d'intéressement collectif ;
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...).

✓ La garantie accordée aux agents :

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du régime indemnitaire liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise. » Il pourra par contre être révisé au bout de 4 ans suivant l'expérience professionnelle acquise, ou la fonction exercée.

V. Modalités de maintien ou de suppression :

En cas de congé de maladie ordinaire, les primes suivent le sort du traitement indiciaire.

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption et accident de travail les primes sont maintenues intégralement.

En cas de travail à temps partiel thérapeutique, la prime sera proratisée selon le temps de travail effectif de l'agent.

En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement du régime indemnitaire est suspendu.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

VI. Clause de revalorisation :

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence de l'Etat seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de modifier la délibération dans les conditions exposées ci-dessus
- de charger l'autorité territoriale de fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds et des coefficients de modulation individuelle maxima déterminés par la réglementation,
- d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES